



Journal Officiel de la République Tunisienne

traduction française

Vendredi 22 Mardi 26 sfar 1413 - 21-25 août 1992

135^e année

N° 55

Sommaire

Décrets et Arrêtés

Ministère de l'Intérieur

- Décret n° 92-1434 du 3 août 1992, portant expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la Commune de Ghardimaou d'une parcelle de terrain nécessaire à la création d'un marché hebdomadaire 1055
- Décret n° 92-1435 du 3 août 1992, portant expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la Commune de Tunis de deux parcelles de terrain sises à la Zone d'El Kherba nécessaires à la création d'un centre de collecte d'ordures ménagères 1055

Ministère des Finances

- Décret n° 92-1436 du 3 août 1992, portant suspension des droits et taxes de domaine dus à l'importation des articles importés pour le sport et l'animation socio-éducative 1056
- Décret n° 92-1437 du 3 août 1992, portant suspension des droits de douane dus à l'importation des semences de pommes de terre 1056

Ministère de l'Economie Nationale

- Arrêtés du ministre de l'économie nationale du 27 juillet 1992, relatifs à des permis de recherche 1056

Ministère des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières

- Décret n° 92-1440 du 3 août 1992, portant expropriation pour cause d'utilité publique de parcelles de terrain sises à Bouhzam gouvernorat de Béja nécessaires à la construction d'un barrage collinaire sur l'oued Terfane (B 21) 1062
- Décret n° 92-1441 du 3 août 1992, portant expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble sis à El-Kalaâ El Kobra, gouvernorat de Sousse, au profit du ministère de la santé publique 1064

- Décret n° 92-1442 du 3 août 1992, portant expropriation pour cause d'utilité publique des parcelles de terrains sises à Sejnane gouvernorat de Bizerte et nécessaires à la construction de la cinquième tranche du barrage Sejnane 1064
- Décrets n° 92-1438 à 1439 du 4 août 1992, portant attribution à titre privé de terres collectives du gouvernorat de Gafsa 1064

Ministère de la Culture

- Décret n° 92-1443 du 3 août 1992, relatif à l'institution de la carte nationale des sites archéologiques et des monuments historiques 1066

Ministère des Affaires Sociales

- Décrets n° 92-1299 et 1300 du 13 juillet 1992, (Rectificatif) 1067
- Statut de la mutuelle de l'armée nationale 1067

Ministère de la Jeunesse et de l'Enfance

- Décret n° 92-1444 du 3 août 1992, portant organisation administratives et financière de l'institut supérieur de la jeunesse 1067

Avis et Communications

Ministère des Communications

- Avis aux titulaires des comptes à la caisse d'épargne nationale de Tunisie 1071

Vu la loi n° 92-44 du 4 mai 1992, portant transfert de certaines attributions des ministres des finances et de l'agriculture au ministre chargé des domaines de l'Etat et des affaires foncières;

Vu le décret n° 65-327 du 2 juillet 1965, fixant les modalités d'application de la loi n° 64-28 du 4 juin 1964, relatif au régime des terres collectives tel que modifié et complété par les décrets n° 81-327 du 10 mars 1981 et n° 88-894 du 29 avril 1988;

Vu le décret n° 91-1006 du 21 juin 1991, complétant le décret n° 90-1070 du 18 juin 1990 relatif à l'organisation du ministère des domaines de l'Etat et des affaires foncières;

Vu le procès verbal de la réunion du conseil de gestion de la collectivité El Mouajir à la délégation d'Esmed en date du 14 décembre 1989 relatif à l'attribution à titre privé de la terre collective dite Dhahraouia Majoura II approuvé par le conseil de tutelle local de la délégation d'Esmed le 13 septembre 1990, le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Gafsa le 14 janvier 1991 et le ministre de l'agriculture le 27 janvier 1992.

Vu l'avis du ministre de l'agriculture;

Décrète :

Article premier. — Sont approuvées les décisions du conseil de gestion de la collectivité El Mouajir à la délégation d'Esmed relatives à l'attribution à titre privé de la terre collective dite Dhahraouia Majoura II et consignées dans son procès verbal en date du 14 décembre 1989 approuvé par le conseil de tutelle local de la délégation d'Esmed le 13 septembre 1990, le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Gafsa le 14 janvier 1991 et le ministre de l'agriculture le 27 janvier 1992 et ce conformément au tableau et attestation de possession et de délimitation annexés au présent décret.

Art. 2. — Les ministres de l'agriculture et des domaines de l'Etat et des affaires foncières sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Tunis, le 4 août 1992.

P/le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HAMED KAROUÏ

Décret n° 92-1439 du 4 août 1992, portant attribution à titre privé d'une terre collective relevant de la collectivité El Ayaicha du gouvernorat de Gafsa.

Le Président de la République;

Sur proposition du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières;

Vu la loi n° 64-28 du 4 juin 1964, fixant le régime des terres collectives, modifiée et complétée par les lois n° 71-7 du 14 janvier 1971, n° 79-27 du 11 mai 1979 et n° 88-5 du 8 février 1988;

Vu la loi n° 92-44 du 4 mai 1992, portant transfert de certaines attributions des ministres des finances et de l'agriculture au ministre chargé des domaines de l'Etat et des affaires foncières;

Vu le décret n° 65-327 du 2 juillet 1965, fixant les modalités d'application de la loi n° 64-28 du 4 juin 1964, relatif au régime des terres collectives tel que modifié et complété par les décrets n° 81-327 du 10 mars 1981 et n° 88-894 du 29 avril 1988;

Vu le décret n° 91-1006 du 21 juin 1991, complétant le décret n° 90-1070 du 18 juin 1990 relatif à l'organisation du ministère des domaines de l'Etat et des affaires foncières;

Vu le procès verbal de la réunion du conseil de gestion de la collectivité El Ayaicha à la délégation de Belkhir en date du 25 novembre 1987 relatif à l'attribution à titre privé de la terre collective dite Zone II Touarta Nord approuvé par le conseil de tutelle local de la délégation de Belkhir le 7 décembre 1988, le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Gafsa le 10 janvier 1989 et le ministre de l'agriculture le 28 janvier 1992.

Vu l'avis du ministre de l'agriculture;

Décrète :

Article premier. — Sont approuvées les décisions du conseil de gestion de la collectivité El Ayaicha à la délégation de Belkhir relatives à l'attribution à titre privé de la terre collective dite Zone II Touarta Nord et consignées dans son procès verbal en date du 25 novembre 1987 approuvé par le conseil de tutelle local de la délégation de Belkhir le 7 décembre 1988, le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Gafsa le 10 janvier 1989 et le ministre de l'agriculture le 28 janvier 1992 et ce conformément au tableau et attestation de possession et de délimitation annexés au présent décret.

Art. 2. — Les ministres de l'agriculture et des domaines de l'Etat et des affaires foncières sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 4 août 1992.

P/le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HAMED KAROUÏ

MINISTERE DE LA CULTURE

SITES ARCHEOLOGIQUES ET MONUMENTS HISTORIQUES

Décret n° 92-1443 du 3 août 1992, relatif à l'institution de la carte nationale des sites archéologiques et des monuments historiques.

Le Président de la République;

Sur proposition du ministre de la culture;

Vu la loi n° 86-35 du 9 mai 1986 relative à la protection des biens archéologiques, des monuments historiques et des sites naturels et urbains, et notamment son article 11;

Vu la loi n° 88-11 du 25 février 1988 créant l'agence nationale de mise en valeur et d'exploitation du patrimoine archéologique et historique;

Vu la loi n° 88-44 du 19 mai 1988 relative aux biens culturels;

Vu le décret n° 66-140 du 2 avril 1966 relatif à l'organisation de l'institut national d'archéologie et d'arts;

Vu le décret n° 87-1114 du 22 août 1987 relatif à la commission consultative de classement des biens archéologiques et des sites naturels et urbains;

Vu le décret n° 88-1591 du 24 août 1988, relatif à l'organisation administrative et financière de l'agence nationale de mise en valeur et d'exploitation du patrimoine archéologique et historique;

Vu le décret n° 89-127 du 14 janvier 1989 relatif à la création du conseil supérieur de sauvegarde des biens culturels;

Vu l'avis du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des ministres de la défense nationale, de la coopération internationale et de l'investissement extérieur, de l'agriculture, des domaines de l'Etat et des affaires foncières, de l'équipement et de l'habitat, de l'environnement et de l'aménagement du territoire, du tourisme et de l'artisanat et de l'éducation et des sciences;

Vu l'avis du tribunal administratif;

Décrète :

Article premier. — Il est institué une carte nationale des sites archéologiques et des monuments historiques en terre et mer dans le but d'établir l'inventaire général des lieux et édifices qui constituent une partie du patrimoine culturel national.

Art. 2. — Pour le recensement des sites et monuments, il sera procédé à l'établissement et à l'impression des documents suivants :

— carte au 1/50.000 comportant la localisation des sites;

— plan au 1/2000 comportant la localisation des monuments et des tissus urbains traditionnels;

— fichier comportant une description des sites et monuments, une évaluation des superficies, une couverture photographique et, dans la mesure du possible, une enquête foncière préliminaire.

La documentation ainsi établie sera déposée à l'institut national d'archéologie et d'arts. Il en sera également fait dépôt de copies auprès des services concernés, du ministère des domaines de l'Etat et des affaires foncières et du ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

Art. 3. — Les mesures de préservation des sites et monuments seront adoptées en fonction des données de l'inventaire établi et devront être prises en considération dans le cadre de l'aménagement du territoire et de la mise en place des plans d'urbanisme.

Art. 4. — Les sites et monuments inventoriés sont considérés en instance de classement et sont soumis au même régime juridique de protection que ceux qui ont fait l'objet d'un classement.

Art. 5. — Les sites et monuments non encore inventoriés dans le cadre de la carte nationale continuent à être régis par la législation en vigueur relative à la protection des biens archéologiques, des monuments historiques et des sites naturels et urbains.

Art. 6. — L'institut national d'archéologie et d'art se charge de procéder aux opérations sur le terrain relatives à la cartographie des sites et monuments en collaboration avec les secteurs concernés.

Art. 7. — Un comité national de suivi sera chargé de veiller à la réalisation de la carte et de favoriser la bonne marche des travaux relatifs à son élaboration.

Art. 8. — Ce comité national de suivi sera composé comme suit :
— le directeur de l'institut national d'archéologie et d'arts : président;

- un représentant du ministère de l'intérieur : membre;
- un représentant du ministère de la défense nationale : membre;
- un représentant du ministère de la coopération internationale et de l'investissement extérieur : membre;
- un représentant du ministère de l'agriculture : membre;
- un représentant du ministère des domaines de l'Etat et des affaires foncières : membre;
- un représentant du ministère de l'équipement et de l'habitat : membre;
- un représentant du ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire : membre;
- un représentant du ministère du tourisme et de l'artisanat : membre;
- un représentant du ministère de l'éducation et des sciences : membre;
- un représentant de l'agence nationale de mise en valeur et d'exploitation du patrimoine archéologique et historique : membre.

Art. 9. — Le comité de suivi se réunit à la demande de son président, deux fois par an au moins et chaque fois que la nécessité l'exige.

Art. 10. — Les modalités d'organisation et de fonctionnement relatives à l'établissement de la carte seront fixées par arrêté du ministre de la culture.

Art. 11. — Le ministre de la culture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Tunis, le 3 août 1992.

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

RECTIFICATIF

Rétablir l'article 8 du décret n° 92-1299 du 13 juillet 1992, fixant le salaire minimum interprofessionnel garanti dans les secteurs non agricoles régis par le code du travail paru au JORT n° 49 du 28 juillet 1992 comme suit :

Art. 8. — Sont abrogées les dispositions antérieures contraires au présent décret et notamment celles des décrets sus-visés n° 90-246 du 5 février 1990 et n° 91-1316 du 2 septembre 1991 sus-visés.

Rétablir l'article 6 du décret n° 92-1300 du 13 juillet 1992, fixant le salaire minimum agricole garanti paru au JORT n° 49 du 28 juillet 1992 comme suit :

Art. 6. — Sont abrogées les dispositions antérieures contraires au présent décret et notamment celles des décrets sus-visés n° 90-247 du 5 février 1990 et n° 91-1317 du 2 septembre 1991.

APPROBATION

Par arrêté des ministres des finances et des affaires sociales du 18 juillet 1992 :

Les modifications au statut de la mutuelle de l'armée nationale annexées au présent arrêté sont approuvées.

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE

INSTITUT SUPERIEUR DE LA JEUNESSE

Décret n° 92-1444 du 3 août 1992, portant organisation administrative et financière de l'institut supérieur de la jeunesse.

Le Président de la République;

Sur proposition du ministre de la jeunesse et de l'enfance;

Vu la loi n° 89-70 du 28 juillet 1989 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique;

Vu la loi n° 89-115 du 30 décembre 1989, portant loi de finances pour la gestion 1990 et notamment son article 73;

Vu le décret n° 72-172 du 10 mai 1972, fixant le statut de l'école nationale des cadres de la jeunesse de Bir El Bey;

Vu le décret n° 86-688 du 10 juillet 1986, relatif aux bourses nationales et aux prêts universitaires au profit des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur;

Vu le décret n° 89-999 du 20 juillet 1989, portant organisation du ministère de la jeunesse et de l'enfance;

Vu le décret n° 89-1939 du 14 décembre 1989, portant organisation des universités et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique;

Vu le décret n° 91-517 du 10 avril 1991, réglementant les conditions d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels de secrétaire général, de secrétaire principal et de secrétaire des universités et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche;

Vu l'avis des ministres des finances et de l'éducation et des sciences;

Vu l'avis du tribunal administratif;

الرأى الرسى للجمهورية التونسية

عدد 55

السنة 135

الجمعة 22 الثلاثاء 26 صفر 1413 — 25.21 أوت 1992

المحتوى

الأوامر والقرارات

وزارة الداخلية

- 1055 أمر عدد 1434 لسنة 1992 مؤرخ في 3 أوت 1992 يتعلق بالانتزاع من أجل المصلحة العمومية لفائدة بلدية غار الدماء لقطعة أرض لازمة لاحداث سوق اسبوعية
- 1055 أمر عدد 1435 لسنة 1992 مؤرخ في 3 أوت 1992 يتعلق بالانتزاع من أجل المصلحة العمومية لفائدة تونس لقطعتي أرض كانتين بمنطقة الخربة لازمتين لاحداث مركز لتجميع الفضلات المنزلية
- 1056 اللقب العائلي (اصلاح غلط)

وزارة المالية

- 1056 أمر عدد 1436 لسنة 1992 مؤرخ في 3 أوت 1992 يتعلق بتوقيف المعاليم والاداءات الديوانية عند توريد الافصال الصالحة للرياضة والتنشيط التربوي والاجتماعي
- 1057 أمر عدد 1437 لسنة 1992 مؤرخ في 3 أوت 1992 يتعلق بتوقيف المعاليم الديوانية المستوجبة عند توريد بذور البطاطة

وزارة الاقتصاد الوطني

- 1057 قرارات من وزير الاقتصاد الوطني مؤرخة في 27 جويلية 1992 تتعلق برخص تفتيش

وزارة املاك الدولة والشؤون العقارية

- 1063 أمر عدد 1440 لسنة 1992 مؤرخ في 3 أوت 1992 يتعلق بالانتزاع من أجل المصلحة العمومية لقطع أرض كائنة ببوحزام من ولاية باجة لازمة لانجاز سد تلي على وادي طرفان (ب 1 2)
- 1063 أمر عدد 1441 لسنة 1992 مؤرخ في 3 أوت 1992 يتعلق بانتزاع عدة قطع أرض لازمة لانجاز مستشفى بالقلعة الكبرى

- 1065 أمر عدد 1442 لسنة 1992 مؤرخ في 3 أوت 1992 يتعلق بالانتزاع من أجل المصلحة العمومية لقطع أرض كائنة بمنطقة سجنان من ولاية بنزرت لازمة لبناء القسط الخامس من سد سجنان
- 1066 أمران عدد 1438 و 1439 لسنة 1992 مؤرخان في 4 أوت 1992 يتعلقان باسناد أراضي اشتراكية على وجه الملكية الخاصة بولاية قفصة
- وزارة الثقافة

- 1067 أمر عدد 1443 لسنة 1992 مؤرخ في 3 أوت 1992 يتعلق بأعداد الخارطة الوطنية للمواقع الاثرية والمعالم التاريخية
- وزارة الشؤون الاجتماعية

- 1068 أمران عدد 1299 و 1300 لسنة 1992 مؤرخان في 13 جويلية 1992 (اصلاح غلط)
- 1068 القانون الاساسي لتعاونية الجيش الوطني
- وزارة الشباب والطفولة

- 1068 أمر عدد 1444 لسنة 1992 مؤرخ في 3 أوت 1992 يتعلق بالتنظيم الاداري والمالي للمعهد الاعلى للشباب

اعلانات وارشادات

وزارة المواصلات

- 1068 اعلان لمودعي الاموال بصندوق الادخار القومي التونسي

امر عدد 1439 لسنة 1992 مؤرخ في 4 اوت 1992 يتعلق باسناد ارض اشتراكية على وجه الملكية الخاصة تابعة لمجموعة العيايشة بولاية قفصة .

ان رئيس الجمهورية ،

وعلى محضر جلسة مجلس التصرف لمجموعة العيايشة بمعتمدية بلخير المؤرخ في 25 نوفمبر 1987 والمتعلق بالاسناد على وجه الملكية الخاصة للارض الاشتراكية المعروفة بالمنطقة II الطوارطة الشمالية والذي وافق عليه مجلس الوصاية المحلي لمعتمدية بلخير في 7 ديسمبر 1988 ومجلس الوصاية الجهوي لولاية قفصة في 10 جانفي 1989 ووزير الفلاحة في 28 جانفي 1992 .

وعلى رأي وزير الفلاحة .

يصدر الامر الاتي نصه :

الفصل الأول - وقعت المصادقة على قرارات مجلس التصرف لمجموعة العيايشة بمعتمدية بلخير المتعلقة بالاسناد على وجه الملكية الخاصة للارض الاشتراكية المعروفة بالمنطقة II الطوارطة الشمالية والمضمنة بمحضره المؤرخ في 25 نوفمبر 1987 الذي وفق عليه مجلس الوصاية المحلي لمعتمدية بلخير في 7 ديسمبر 1988 ومجلس الوصاية الجهوي لولاية قفصة في 10 جانفي 1989 ووزير الفلاحة في 27 جانفي 1992 وذلك طبقا للجدول وشهادات الحوز والتحديد الملحقة بهذا الامر

الفصل 2 - وزير الفلاحة واملالك الدولة والشؤون العقارية مكلفان كل فيما يخصه بتنفيذ هذا الامر الذي ينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية .
تونس في 4 اوت 1992 .

عن رئيس الجمهورية
وبتفويض منه
الوزير الاول
حامد القروي

وزارة الثقافة

آثار ومعالم وطنية

امر عدد 1443 مؤرخ في 3 اوت 1992 يتعلق باعداد الخارطة الوطنية للمواقع الاثرية والمعالم التاريخية .

ان رئيس الجمهورية ،

باقتراح من وزير الثقافة .

وبعد الاطلاع على القانون عدد 35 لسنة 1986 المؤرخ في 9 ماي 1986 والمتعلق بحماية الآثار والمعالم التاريخية والمواقع الطبيعية والعمرانية وخاصة الفصل 11 منه .
وعلى القانون عدد 11 لسنة 1988 المؤرخ في 25 فيفري 1988 والمتعلق بإحداث وكالة قومية لإحياء واستغلال التراث الاثري والتاريخي ،
وعلى القانون عدد 44 لسنة 1988 المؤرخ في 19 ماي 1988 والمتعلق بالملكيات الثقافية

وعلى الامر عدد 140 لسنة 1966 المؤرخ في 2 افريل 1966 والمتعلق بتنظيم المعهد القومي للآثار والفنون .

وعلى الامر عدد 1114 لسنة 1987 المؤرخ في 22 اوت 1987 والمتعلق باللجنة الاستشارية لترتيب الآثار والمواقع الطبيعية والعمرانية

وعلى الامر عدد 1591 لسنة 1988 المؤرخ في 24 اوت 1988 والمتعلق بالتنظيم الاداري والمالي للوكالة القومية لإحياء واستغلال التراث الاثري والتاريخي

وعلى الامر عدد 127 لسنة 1989 المؤرخ في 14 جانفي 1989 والمتعلق بإحداث المجلس الاعلى لصيانة الملكيات الثقافية .

وعلى رأي وزير الدولة وزير الداخلية ووزراء الدفاع الوطني والتعاون الدولي والاستثمار الخارجي والفلاحة واملالك الدولة والشؤون العقارية والتجهيز والإسكان والبيئة والتهيئة الترابية والسياحة والصناعات التقليدية والتربية والعلوم .
وعلى رأي المحكمة الادارية .

يصدر الامر الاتي نصه :

الفصل الاول - يتم اعداد خارطة وطنية للمواقع الاثرية والمعالم التاريخية برا وبحرا قصد احصاء عام لهذه المواقع والمعالم المكونة لجزء من التراث الثقافي الوطني .

الفصل 2 - في نطاق هذا الاحصاء يتم تصميم ونشر الاعمال الاتية :

- خارطة بمقياس 1/50000 تتضمن تحدي المواقع .

- مثال بمقياس 1/2000 يتضمن تحديد المعالم والانسجة العمرانية التقليدية

- فهرس لوصف وبيان المواقع والمعالم وكذلك تقدير المساحات وتغطية مصورة وتقديم بحث عقاري أولي كلما أمكن ذلك .

وتودع هذه الوثائق لدى المعهد القومي للآثار والفنون كما تودع نسخ منها لدى كل من المصالح المختصة بوزارتي املالك الدولة والشؤون العقارية والبيئة والتهيئة الترابية .

الفصل 3 - على اساس هذا الاحصاء يتم ضمان الوسائل الوقائية للمواقع والمعالم وأخذها بعين الاعتبار في اطار التهيئة العمرانية والترابية .

الفصل 4 - يتم اعتبار المواقع والمعالم التي يجري احصاؤها في طور الترتيب وتخضع لنفس النظام القانوني الحامي للآثار المرتبة .

الفصل 5 - بالنسبة للمواقع والمعالم التي لم يشملها الاحصاء ولم تثبت في الخارطة الوطنية للآثار ، فان الحفاظ عليها يخضع للقانون المتعلق بحماية الآثار والمعالم التاريخية والمواقع الطبيعية والعمرانية .

الفصل 6 - يتولى المعهد القومي للآثار والفنون القيام بالعمليات الميدانية الخاصة باعداد الخارطة بالتعاون مع القطاعات المختصة .

الفصل 7 - تسهر لجنة وطنية للمتابعة على تحقيق الخارطة ، وتوفير انتظام اعمال اعدادها .

الفصل 8 - تتكون هذه اللجنة من :

- مدير المعهد القومي للآثار والفنون : رئيس

- ممثل عن وزارة الداخلية : عضو

- ممثل عن وزارة الدفاع الوطني : عضو

- ممثل عن وزارة التعاون الدولي والاستثمار الخارجي : عضو

- ممثل عن وزارة الفلاحة : عضو

- ممثل عن وزارة املالك الدولة والشؤون العقارية : عضو

- ممثل عن وزارة التجهيز والاسكان : عضو

- ممثل عن وزارة البيئة والتهيئة الترابية : عضو

الفصل 10 - تضبط بقرارات من وزير الثقافة كفية تنظيم وسير الاعمال الخاصة باعداد الخارطة .
الفصل 11 - وزير الثقافة مكلف بتنفيذ هذا الامر اندي ينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية .
تونس في 3 أوت 1992 .

زين العابدين بن علي

وزارة الشؤون الاجتماعية

اصلاح غلط

الرسمي للجمهورية التونسية عدد 49 بتاريخ 28 جويلية 1992 ص 920 .
كما يلي
الفصل 6 : تلغى احكام الامرين عدد 247 لسنة 1990 المؤرخ في 5 فيفري 1990 وعدد 1317 لسنة 1991 المؤرخ في 2 سبتمبر 1991 المشار اليهما اعلاه والمخالفة لهذا الامر

تحويل في قرار

بمقتضى قرار من وزير المالية والشؤون الاجتماعية مؤرخ في 18 جويلية 1992 .
وقعت المصادقة على التحويلات الملحقه بهذا القرار والمدخلة على القانون الاساسي لتعاونية الجيش الوطني .

وزارة الشباب والطفولة

الباب الاول التنظيم الاداري

القسم الاول المدير

الفصل 2 - يعين مدير المعهد الاعلى للشباب من بين الاساتذة والاساتذة المحاضرين وعند الاقتضاء من بين الاساتذة المساعدين المرسمين ويمكن ان يقع هذا التعيين من بين اعضاء اطار التدريس والبحث الذين لهم رتب معادلة .
ويتم التعيين بأمر باقتراح من وزيرى التربية والعلوم والشباب والطفولة بعد استشارة ممثلي اطار التدريس والبحث ورؤساء الاقسام الاعضاء بالمجلس العلمي واخذ رأي رئيس الجامعة .
ويسمى المدير بأمر لمدة ثلاث سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة .
الفصل 3 - يقوم المدير في نطاق الترتيب الجارى بها العمل وتوجيهات سلطة الاشراف بتسيير المعهد الاعلى للشباب ويمارس لهذا الغرض المشمولات التالية :

- 1 - يشرف على حسن السير العلمي والبيداغوجي للمعهد وينسق نشاطات التدريس والبحث فيه ويسهر على تنظيم الامتحانات ويعين رؤساء لجانها .
- 2 - يسهر على حفظ النظام في المعهد وله عند الضرورة ان يستنجد بالقوة العامة ويعلم رئيس الجامعة فوراً بما اتخذته من اجراءات وفي حالة التعذر او التأكد القصوى يتخذ رئيس الجامعة ما يراه من تدابير لحفظ النظام .
- 3 - يعمل على حسن سير المصالح الادارية والمالية وهو أمر القبض والصرف لميزانية المعهد .
- 4 - يعد مشروع ميزانية المعهد ويعرضه على مداوات المجلس العلمي .
- 5 - يرأس المجلس العلمي للمؤسسة ويضبط جدول اعماله ويدعو الى جلساته ويحيل مداواته على سلطة الاشراف .

- ممثل عن وزارة السياحة والصناعات التقليدية : عضو
- ممثل عن وزارة التربية والعلوم : عضو
- ممثل عن الوكالة القومية لإحياء واستغلال التراث الاثري والتاريخي : عضو
الفصل 9 - تجتمع اللجنة بدعوة من رئيسها مرتين في السنة على الاقل وكل ما دعت الحاجة الى ذلك .

تعاد صياغة الفصل 8 من الامر عدد 1299 لسنة 1992 المؤرخ في 13 جويلية 1992 المتعلق بضبط الاجر الادنى المضمون لمختلف المهن في القطاعات غير الفلاحية الخاضعة لجلة الشغل والصادر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية عدد 49 بتاريخ 28 جويلية 1992 ص 920
كما يلي :

الفصل 8 : تلغى احكام الامر عدد 246 لسنة 1990 المؤرخ في 5 فيفري 1990 والامر عدد 1316 لسنة 1991 المؤرخ في 2 سبتمبر 1991 المشار اليهما اعلاه المخالفة لهذا الامر .

تعاد صياغة الفصل 6 من الامر عدد 1300 لسنة 1992 المؤرخ في 13 جويلية 1992 المتعلق بضبط الاجر الادنى المضمون والصادر بالرائد

المعهد الاعلى للشباب

امر عدد 1444 لسنة 1992 مؤرخ في 3 اوت 1992 يتعلق بالتنظيم الاداري والمالي للمعهد الاعلى للشباب .

ان رئيس الجمهورية ،

باقتراح من وزير الشباب والطفولة .

وبعد الاطلاع على القانون عدد 70 لسنة 1989 المؤرخ في 28 جويلية 1989 المتعلق بالتعليم العالي والبحث العلمي .

وعلى القانون عدد 115 لسنة 1989 المؤرخ في 30 ديسمبر 1989 المتعلق بضبط قانون المالية لتصرف سنة 1990 وخاصة الفصل 73 منه .

وعلى الامر عدد 172 لسنة 1972 المؤرخ في 10 ماي 1972 المتعلق بضبط القانون الاساسي للمدرسة القومية لطارات الشباب بينز الباي .

وعلى الامر عدد 688 لسنة 1986 المؤرخ في 10 جويلية 1986 المتعلق بالمنح القومية والقروض الجامعية لفائدة طلبة وتلاميذ التعليم العالي .

وعلى الامر عدد 999 لسنة 1989 المؤرخ في 20 جويلية 1989 يتعلق بتنظيم وزارة الشباب والطفولة .

وعلى الامر عدد 1939 لسنة 1989 المؤرخ في 14 ديسمبر 1989 المتعلق بتنظيم الجامعات ومؤسسات التعليم العالي والبحث العلمي .

وعلى الامر عدد 517 لسنة 1991 المؤرخ في 10 افريل 1991 المتعلق بضبط شروط اسناد الخطط الوظيفية لكاتب عام ولكاتب اول ولكاتب الجامعات ومؤسسات التعليم العالي والبحث وشروط الاعفاء من هذه الخطط .

وعلى رأي وزيرى المالية والتربية والعلوم .

وعلى رأي المحكمة الادارية .

يصدر الامر الاتي نصه :

الفصل الاول - يضبط بمقتضى هذا الامر التنظيم الاداري والمالي للمعهد الاعلى للشباب .